INTERVENTION COMMUNISTE

PCRF
Parti Communiste Révolutionnaire de France

JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE

N° 157 Supplément 1er mai 2 €

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

Mai 2020

Vive le 1er mai, journée internationale des travailleurs !



En cette période difficile, où la classe ouvrière mondiale et les masses populaires sont particulièrement frappées par le Covid-19, et où l'occasion est trouvée, pour la bourgeoisie mondiale, d'éviter les manifestations et de préparer de nouvelles attaques sauvages contre les travailleurs, **plus que jamais le 1er mai prend sa dimension de journée de solidarité prolétarienne et de luttes pour les revendications : pour la réduction du temps de travail, pour les salaires, pour la paix.**

Bien sûr, ce contenu a toujours accompagné le 1er mai, mais cette année, tout le monde comprend que c'est le cœur de la réalité que nous vivons : confronté à la crise économique aiguë qui a éclaté (et dont le Covid-19 n'est qu'un élément amplificateur), et à l'aggravation de la crise générale qui le taraude, **le capitalisme-impérialiste veut faire payer les travailleurs**. Cela signifie en clair, baisse des salaires réels et des pensions, augmentation du temps de travail (jusqu'à 60 heures par semaine), remise en cause des congés payés, recul de l'âge de la retraite. Le Droit du travail est déchiré systématiquement, les libertés démocratiques sont mises en cause.

En France, le caractère fascistoïde (c'est-à-dire présentant certaines caractéristiques du fascisme) de la Vème République est renforcé, les forces fascisto-nazies relèvent la tête partout, en réserve pour les monopoles et le capital financier. Car c'est le capitalisme qui les produit. Brecht disait : « *Le ventre est encore fécond d'où est sortie la bête immonde* ». L'actualité souligne sa lucidité. **C'est donc bien le capitalisme qu'il faut combattre pour éliminer le danger fasciste par une politique non de conciliation (ou de moindre mal !) mais d'affrontement pour le renverser.**

C'est la révolution qu'il faut mettre en perspective devant les masses, et non pas la seule lutte contre telle ou telle politique particulière du capital : néolibéralisme ou keynésianisme, libre-échangisme ou protectionnisme, souverainistes ou partisans fédéralistes de l'Union Européenne, mais tous étant partisans de la maintenir - avec l'OTAN -, quand le combat anticapitaliste et pour le « bouleversement » du système passe par la lutte pour le retrait de cet instrument des monopoles et du capital financier. **La classe ouvrière, les masses populaires, doivent se battre sous leur propre drapeau : pouvoir des travailleurs, planification centralisée scientifique, contrôle par le prolétariat à tous les niveaux.**

Dans la même optique, **il faut renforcer, développer, le combat pour la paix**. Car la crise économique fait s'aiguiser les contradictions interimpérialistes, les ambitions pour repartager le monde. Les budgets militaires sont à la hausse, l'industrie d'armement n'a quasiment pas été touchée par le confinement. Les guerres ravagent la planète (et visiblement, elles ne posent aucun problème écologique...). Et donc là aussi, lutter contre le capitalisme pour la paix, c'est l'alternative.

Pour conclure, nous saluons particulièrement les peuples de Cuba et de la RPDC (Corée du Nord), engagés dans l'édification de la société nouvelle et dans la lutte contre le Covid-19 tout en affrontant les sanctions et blocus imposés par les États-Unis, avec la complicité de leurs alliés de l'UE et de l'OTAN. Et nous avons une pensée particulièrement fraternelle pour les médecins cubains qui apportent leurs soins aux peuples qui en ont besoin (dont ceux de Martinique et de Guadeloupe, colonies françaises). Nous exprimons notre **solidarité avec les peuples du Venezuela et de Syrie**, qui luttent pour le respect de leur souveraineté nationale et avec leurs partis communistes.

Vive le 1er mai !

Le PCRF et l'internationalisme prolétarien

Le PCRF est signataire de plusieurs déclarations communes internationales de partis communistes et ouvriers : 4 déclarations sont à découvrir sur notre site (www.pcrf-ic.fr) publiées depuis le mois d'avril.

- **Covid-19 : Déclaration commune internationale de 85 partis communistes !**
Dans leur déclaration commune, 85 partis communistes et ouvriers du monde entier prennent position sur la situation mondiale créée par la pandémie du nouveau coronavirus.

- **Cuba : Non au blocus ! Oui à la solidarité !**
Nous exigeons la levée immédiate du blocus criminel des États-Unis d'Amérique sur Cuba !

- Deux déclarations à l'occasion du **150ème anniversaire de la naissance de Lénine** : L'Initiative européenne (IPCOE) et au niveau mondial, 93 partis communistes et ouvriers, rendent hommage au grand leader révolutionnaire V.I. Lénine, affirmant : "*Nous nous engageons à poursuivre son œuvre* ! »

PLAN DÉCONFINEMENT : UNE STRATÉGIE TOUJOURS TOURNÉE VERS LE CAPITAL...

Mardi 28 avril, le 1er Ministre a présenté pendant près d'une heure son « plan déconfinement », censé entrer en vigueur à partir du 11 mai.

Soulignons d'abord le **simulacre de démocratie** qu'a constitué cette présentation devant l'Assemblée nationale, les 75 députés présents étant invités à voter ce plan dans la foulée, sans aucune possibilité ni de concertation ni d'amendement des mesures proposées. Encore une fois, les belles paroles ministérielles sur la « *représentation nationale* » et le « *rôle de contrôle du Parlement* » atteignent des sommets en matière d'hypocrisie et d'enfumage...

Dans l'introduction de son discours, E. Philippe a adopté un ton alarmiste, évoquant un « *risque d'écroulement économique* », puis « *d'effondrement* », pour justifier la fin du confinement dans moins de deux semaines, alors que la vague épidémique est loin d'avoir entamé un reflux significatif. **Il apparaît bien que, pour ce gouvernement, la santé des entreprises passe avant celle des travailleurs**.

On en a une première preuve avec les mesures avancées concernant l**e port du masque** pour les adultes : alors qu'E. Philippe affirme que le nombre de masques permettra de couvrir les besoins, alors qu'il le rend obligatoire dans les transports en commun, il n'évoque à aucun moment ni sa gratuité ni son caractère obligatoire dans les entreprises, celles-ci étant simplement « *invitées, en fonction de leurs moyens (*sic!), *à en équiper leurs salariés* ». Le bras de fer, voire le « combat de tranchées » qu'ont dû mener par exemple les travailleurs d'Amazon contre leurs hiérarchies, devra donc plus que jamais se poursuivre, tant le risque restera élevé d'être contaminé.

Autre preuve que le retour au travail est bien la priorité avant la santé de tous : **le maintien de la date du 11 mai pour l'ouverture des écoles maternelles et primaires**, contre l'avis du Conseil scientifique, qui préconisait la fermeture des établissements scolaires jusqu'en septembre, et malgré les multiples voix qui ont qualifié d'irresponsable une telle décision. Le recul concernant les lycées et collèges confirme que c'est bien d'abord un souci de « garderie » des enfants, qui se pose, pour permettre la reprise du travail des salariés qui ne peuvent pas être en télétravail. Et le volontariat accompagnant cette réouverture (volontariat des familles, bien sûr, pas celui des personnels...) est à dénoncer vigoureusement pour le mépris de classe qu'il sous-tend : que les parents qui ont les moyens de garder et d'instruire leurs enfants soient dégagés de l'obligation scolaire, eux ont le droit de choisir ; tandis que les autres, en particulier ceux des milieux populaires, les travailleurs forcés de se rendre sur le lieu de travail, ceux-là doivent accepter la prise de risque que l'école fait courir à toute la famille, et s'ils n'envoient pas leurs enfants à l'école, ils seront rendus encore plus responsables de leur échec scolaire !

Enfin, au-delà du « plan déconfinement », le plus grave est la **prolongation annoncée de « l'état d'urgence sanitaire » au moins jusqu'au 24 juillet.** Rappelons que cette disposition supprime les droits démocratiques auxquels recourent habituellement les travailleurs et leurs organisations pour se défendre (droit de manifester, de se réunir, et même de faire grève...), alors que de graves remises en cause du Droit du travail (60 heures hebdomadaires possibles, privation de RTT et de congés payés, etc.) vont donc durer bien au-delà du temps de confinement, contrairement à ce qu'avait prétendu E. Philippe au mois de mars. Compte-tenu des atteintes aux libertés publiques multipliées sous ce gouvernement, le danger de flicage renforcé



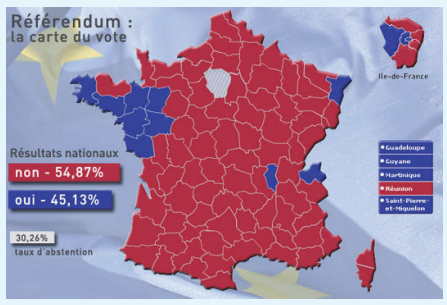
que constitue l'application de traçage intitulée « Stop-Covid » n'est pas à écarter, même si E. Philippe a reporté ce débat à plus tard.

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France considère que ce « plan déconfinement » s'inscrit dans la ligne suivie depuis 3 ans par Macron et son gouvernement : les profits d'abord ! Cette ligne n'est pas seulement celle d'un gouvernement, c'est la loi fondamentale du capitalisme, système social qui, comme la pandémie, doit être éradiqué jusqu'à son dernier virus, afin de construire à sa place une autre société.

15ÈME ANNIVERSAIRE DU NON AU TCE MOURIR POUR LES PROFITS ? C'EST NON !

DÉCLARATION COMMUNE DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE (PCRF) ET DU RASSEMBLEMENT COMMUNISTE (RC)

15 ans après la victoire du NON au référendum sur le Traité Constitutionnel Européen - victoire bafouée par le parlement parjure qui a adopté le Traité de Nice -, la crise sanitaire actuelle montre que le système capitaliste a fait de la santé et des services publics des marchandises. Le Covid-19, **un virus de la famille des coronavirus, cause des milliers de morts dans notre pays**.
La sacro-sainte alliance des bourgeoisies de l'Union Européenne n'a pour objectif que la baisse des salaires, des pensions et des indemnités, les délocalisations, l'indépassable déficit budgétaire de 3%, la libéralisation, la privatisation et la marchandisation, dans le cadre de "*la concurrence libre et non faussée*", de l'école, des services publics dont celui de la santé.
Aux scandales de la canicule faisant 15 000 morts, du sang contaminé, du médiator, de la vache folle, succède aujourd'hui le manque de masques FFP2, de tests, de respirateurs, lui-même précédé par la fermeture d'hôpitaux, la suppression de lits et la baisse des budgets de la santé et de la recherche.
Macron et ses ministres ont menti pour cacher la réalité de leur mépris de classe, parce qu'ils n'ont d'autre obsession que les profits des monopoles et de l'oligarchie financière qui les ont mis au pouvoir.
Rappelons la réalité des politiques de la bourgeoisie au service exclusif du capital, s'appuyant sur les directives et traités de l'UE, qui ont conduit à la catastrophe sanitaire actuelle :
- Suppression de 70.000 lits en 15 ans, 1 maternité sur 3 entre 1996 et 2016, 95 sites hospitaliers entre 2013 et 2017.
- Sous le gouvernement Macron/ Philippe, fermeture de 4000 lits en un an ; depuis des mois, il est resté sourd aux fortes mobilisations des travailleurs de la santé dénonçant le manque croissant de moyens dans les hôpitaux et les EHPAD.
Rappelons aussi ce qui, dans la politique menée par ce gouvernement, souligne l'hypocrisie de son appel à une « union sacrée » :
- Baisse de l'impôt sur la fortune, distribution de dizaines de milliards de cadeaux fiscaux aux patrons, et maintenant 300 milliards d'euros pour les entreprises, sans compter des remises fiscales surtout profitables aux monopoles.
- Pour les Gilets jaunes et les travailleurs en lutte contre la vie chère, contre le piétinement du code du travail et le saccage de nos retraites, **la seule réponse de ce gouvernement a été la répression à coups de matraques, de gaz lacrymogènes, de LBD** provoquant des mains arrachées, des éborgnés, des morts, puis des condamnations y compris à de la prison ferme...
L'affirmation gouvernementale « *Il n'y a pas d'argent, il faut faire des économies* » ne s'appliquait ni à sa bourgeoisie grassement rémunérée ni à son bras armé menant des « opérations extérieures », dans les guerres coûteuses menées au Sahel, en Syrie...
Le 13 avril au soir, Macron annonçait la fin du confinement pour le 11 mai, **l'objectif étant clairement de remettre au travail le plus de salariés possible**, sans donner aucune garantie de tester massivement et de doter toute la population de masques.



Preuve, si besoin était, que son seul « programme », celui de la bourgeoisie, reste invariablement le même, et ce quel que soit le type de politique menée : **garantir le maximum de profits pour les capitalistes**, et assurer l'accumulation du capital.
Nous communistes appelons l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse à refuser que nos entreprises et lieux de travail et d'études ne deviennent des bombes à virus et des mouroirs pour le profit des capitalistes.
A partir du 11 mai, une riposte massive contre la politique criminelle de notre bourgeoisie, servie par le gouvernement Macron/Philippe et par l'UE, sera indispensable pour se libérer du système barbare qu'est le capitalisme, et ouvrir la voie révolutionnaire au changement de société.



FERMETURE DE L'USINE DE MASQUES DE PLAINTEL : L'ŒUVRE DESTRUCTRICE DU CAPITALISME...

« *Nous sommes en guerre* », tel était le message d'Emmanuel Macron lors de son allocution télévisée du 12 mars 2020, introduisant une rhétorique martiale qui a suscité de nombreuses critiques, notamment des soignants, à cause du décalage abyssal entre les discours et la réalité : « *On nous envoie en première ligne, sans matériel pour nous protéger... »*

Pour la protection des soignants, il est nécessaire de les équiper massivement en masques FFP2, sachant qu'il faut en changer toutes les 3 à 4 heures ; des masques que la France doit importer, essentiellement de Chine, avec les difficultés qu'on connaît, puisque des commandes sont « volées » par d'autres pays, ou arrivent avec retard...

Dans ce contexte, la fermeture, en 2018, d'une usine française qui pouvait fabriquer par an jusqu'à 200 millions de masques chirurgicaux et FFP2, refait surface, créant le scandale : l'usine de Plaintel (Côtes-d'Armor).

Lors de son rachat par le groupe américain Honeywell en 2010, l'usine compte 140 salariés. Mais un an plus tard, le groupe annonce 43 suppressions d'emplois et les plans de licenciements s'enchaînent, le chômage partiel devenant la règle. Durant l'été 2018, les 38 derniers salariés de l'entreprise sont licenciés pour motifs « économiques » ; l'usine ferme finalement ses portes en septembre 2018 avec destruction des lignes de production, et la production de masques est alors délocalisée en Tunisie.

La première responsabilité de ce saccage industriel est celle d'Honeywell, comme en témoignent les salariés de l'usine : « *Il y avait une stratégie claire de fermeture de l'entreprise. Pour un groupe américain comme Honeywell, l'investissement doit forcément être remboursé par les bénéfices en six mois, or c'est impossible ! Les investissements étaient donc interdits. Si on voulait lancer des nouveaux produits, c'était à nous de nous débrouiller, il n'y avait pas de crédit pour la recherche-développement. […] Jamais la question de l'utilité sociale de cette production de masques n'a été abordée.* »

La responsabilité de l'État, et du gouvernement Macron/Philippe en particulier, est également flagrante. L'inspecteur du travail de Saint-Brieu, dans une lettre datée du 22 janvier 2019, estimait que « *le motif économique invoqué à l'appui de la demande de licenciement n'est pas avéré* » et que « *la seule volonté de majorer le profit de l'entreprise n'entre pas dans la définition des difficultés économiques.* » Mais la Direction générale du Travail a désavoué l'inspection du Travail le 17 juillet 2019, affirmant : « *… la cessation totale et définitive de l'entreprise constitue une cause économique autonome ...* » » Autrement dit : l'État n'a pas à interférer dans la décision, souveraine, d'Honeywell.

Quand on sait que le problème est de même nature pour les médicaments qui manquent cruellement dans les hôpitaux, avec la fermeture de plus de 200 entreprises pharmaceutiques sur les 470 que comptait la France dans les années 80, on voit que **l'État capitaliste porte la double responsabilité d'une part de la casse d'emplois indispensables à la santé publique, et d'autre part de la mise en danger de milliers de vies.**

Contrairement aux discours et allégations des courants réformistes, le capitalisme « à visage humain » n'existe pas, puisque seul le profit compte.

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France (PCRF) exprime à nouveau son soutien aux travailleurs de la santé, ainsi qu'aux ouvriers et ouvrières de l'usine de Plaintel, partageant leur colère contre la pénurie dans l'hôpital public et contre la casse de leurs emplois. Il appelle à la constitution d'une convergence révolutionnaire de classe contre le capitalisme et la politique menée par la bourgeoise monopoliste.

